



**PRÉFET
DE LA RÉGION
NOUVELLE-AQUITAINE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Unité départementale
de l'architecture et du patrimoine
de la Gironde**

Affaire suivie par :

Cécile GAYDON

Tél : 05 56 00 87 10

Mél : udap.gironde@culture.gouv.fr

Bordeaux, le **30 SEP. 2024**

Unité Départementale de l'architecture et du
patrimoine de la Gironde

à

Direction départementale des territoires et
de la mer de la Gironde

Service urbanisme, aménagement et trans-
port

Unité planification

Cité administrative BP 90

33090 BORDEAUX Cedex

Objet : Commune de SAUVETERRE-DE-GUYENNE

Porter à connaissance

En réponse à votre demande du 19 septembre 2024, concernant la révision du PLU de SAUVETERRE-DE-GUYENNE, je vous adresse ci-dessous le porter à connaissance relevant de l'UDAP de la Gironde.

I.1- Servitudes patrimoniales - AC1 (MH)

Cinq édifices protégés au titre des monuments historiques sont présents sur la commune, à savoir :

- l'église de Saint-Léger de Vignague, inscrite par arrêté du 5 octobre 1925,
- l'église de Saint-Romain de Vignague, inscrite par arrêté du 16 avril 2002,
- l'église Notre-Dame (abside), classée par arrêté du 25 octobre 1920,
- l'église Saint-Christophe, inscrite par arrêté du 16 avril 2002, à l'exception du portail classé par arrêté du 14 avril 1909,
- les anciennes portes de la ville, classées par arrêtés du 23 juillet 1892.

De plus, un monument historique situé sur la commune CLEYRAC présente un rayon de protection AC1 débordant sur le territoire de SAUVETERRE-DE-GUYENNE, à savoir l'ancien château de Basgéran, inscrit au titre des monuments historiques par arrêté du 3 juin 1927.

Le report des périmètres de 500 m doit être réalisé en tout point de chaque monument historique (éléments bâtis et non bâtis protégés au titre des monuments historiques).

La liste des servitudes AC1 et les plans de localisation ou les éléments bâtis et non bâtis protégés au titre des monuments historiques, sont accessibles et téléchargeables sur :

<http://atlas.patrimoines.culture.fr/atlas/>

(articles L621-30 I et L621-30 II du Code du patrimoine)

I.2- Périmètres délimités des abords

Des propositions de PDA pour les cinq monuments historiques présents sur la commune pourront être soumises à la commune pour avis. En fonction, ces nouveaux tracés feront l'objet d'une enquête publique conjointe avec le PLU.

II Servitudes patrimoniales – AC2 (Sites)

Est protégé au titre des sites, le site inscrit de la « Place à arcades » (arrêté ministériel du 23 février 1952).

La vérification des servitudes AC2 relève de la DREAL.

Les secteurs protégés font l'objet de servitudes d'utilité publique qui doivent être traduites en un zonage spécifique assurant, par des règles appropriées, la préservation de leur intérêt naturel et paysager dans le document d'urbanisme. Ces enjeux de préservation ont été définis par la DREAL dans l'Atlas des sites de la Gironde (cf. www.nouvelle-aquitaine.developpement-durable.gouv.fr/atlas-des-sites-a1412.html#sommaire_1).

III Servitudes patrimoniales – AC4 (Sites Patrimoniaux Remarquables)

Il n'y a aucune servitude AC4 sur le territoire communal.

IV UNESCO - Le Chemin de Saint-Jacques de Compostelle

Si le territoire communal ne comporte pas de monument, composante du bien inscrit sur la liste du patrimoine mondial, il est situé à proximité de l'itinéraire de pèlerinage menant à Saint-Jacques-de-Compostelle.

Aussi, il est attendu du PLU un report du ou des chemins de Saint-Jacques de Compostelle dans l'objectif à minima de définir une valorisation de ces éléments et de leurs abords.

V- Éléments bâti et végétal à prendre en compte

Le projet de PLU, dans son aspect qualitatif, peut renforcer les bases de la réflexion déjà engagée au titre de l'application de la loi paysage du 8 janvier 1993 et l'article L151-19 du Code de l'urbanisme. En effet, il est important d'identifier ce qui doit être transmis aux générations futures.

La méthode de repérage devra être globale et cohérente sur tout le territoire communal.

Ce repérage peut être réalisé grâce à la connaissance du territoire (élus, habitants), à partir d'une analyse de documents patrimoniaux (cadastre napoléonien, base Mérimée...), à partir de l'atlas des paysages, publications spécifiques, etc. Un repérage sur le terrain est également nécessaire afin d'effectuer un report sur le plan cadastral (report surfacique et non par l'utilisation de symbole).

Pour cela, il conviendrait également de préciser la méthodologie de cet inventaire et les typologies de patrimoine répertorié. Il est donc recommandé de hiérarchiser dans les documents réglementaires les éléments identifiés en fonction d'une classification par catégories, par exemple :

- les ensembles bâtis singuliers : hameau/bourg - bourg rue/quartier, îlot ou site singulier/ensemble remarquable/ espace ouvert présentant un intérêt urbain...
- les ensembles bâtis séquentiels : fronts bâtis / îlots / rues...
- les ensembles non bâtis remarquables : paysages, point de vue(s), structure paysagère spécifique, arbre isolé, plan d'eau, mare...,
- les édifices bâtis singuliers : édifice de caractère / bâti agricole / édifices techniques, industriels, édifices culturels / édifices cultuels / édifices atypiques / édifices contemporains...
- les éléments du petit patrimoine local : murs, murets / lavoirs / calvaires / four...

L'identification de ces éléments permettra une sélection par critères :

- représentativité dans le grand paysage,
- singularité de l'élément,
- valeur historique, état de conservation, qualité architecturale,
- rôle structurant dans l'espace.

Des règles de protection générales et des règles spécifiques par type mériteraient d'être développées avec des fiches de référence comportant les indications suivantes :

- l'adresse,
 - une photographie de l'entité,
 - la justification de l'intérêt architectural, culturel et historique (éléments ou ensembles bâtis) / culturel, écologique et historique (espaces de paysage),
 - des prescriptions spécifiques (démolition, préservation des caractéristiques bâti / non bâti...).
- Ces prescriptions devront permettre la réalisation d'interventions architecturales, urbaines ou paysagères.

Quelques ouvrages, sites et documents de référence :

Base Mérimée :

<https://www.pop.culture.gouv.fr/search/mosaic?base=%5B%22Patrimoine%20architectural%20%28M%C3%A9rim%C3%A9e%29%22%5D>

Cadastre Napoléonien : <https://archives.gironde.fr/archive/recherche/cadastre/n:91>

Atlas des Paysages de la Gironde : <http://atlas-paysages.gironde.fr/>

Site internet du Patrimoine et de l'inventaire de Nouvelle-Aquitaine et leurs ouvrages :

<https://www.patrimoine-nouvelle-aquitaine.fr/accueil-portal.aspx>

Ouvrages du CAUE de la Gironde : <https://www.cauegironde.com/fr/1/28/mediatheque.html>

Ouvrages « Le patrimoine des communes de la Gironde », éditions Flohic

Ouvrage « Patrimoine industriel de la Gironde », édition du Patrimoine

Programme de recherche PLU patrimonial : <https://plupat.hypotheses.org/>

VI- Participation du service à la révision du PLU

L'UDAP de la Gironde souhaite être associée aux différentes phases de la procédure de révision et être consultée sur le PLU arrêté.

L'architecte des Bâtiments de France,
Adjoint au chef de service


Régis CARBONIE-SUILS



